



Montréal, 27 mai 2008

[Titre, nom]

Membre du Parlement
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Monsieur/Madame,

Nous vous écrivons aujourd'hui pour exprimer notre profonde inquiétude devant l'absence de réaction du Canada à la suite des actes de violence survenus le 10 mai dernier dans la capitale du Soudan et des gestes de représailles subséquents des Forces de sécurité soudanaises contre des civils sans arme. Cette récente vague de violence menace de déstabiliser encore plus les perspectives de paix dans la région du Darfour ainsi que l'équilibre à long terme dans tout le Soudan. Ces incidents ont aussi intensifié les hostilités entre le Soudan et son voisin le Tchad depuis que Khartoum accuse N'Djamena de complicité dans les attaques.

Compte tenu des investissements considérables dans la paix, la sécurité et l'aide humanitaire au Darfour et dans le sud du Soudan, l'absence de réaction du Canada est particulièrement troublante. Nous vous demandons d'exprimer formellement votre inquiétude auprès du bureau de M. Harper, ainsi qu'auprès de votre parti.

Alors que préconisons une résolution pacifique de la crise du Darfour et que nous condamnons les attaques rebelles dans la capitale, nous appuyons aussi le droit à un procès juste pour tous les accusés et l'absence de représailles pour les civils.

Nos principales préoccupations :

- les rapports concernant des centaines de disparitions de personnes sans accusation formelle à la suite des attaques du 10 mai 2008 et les comptes-rendus crédibles de violence, de torture et d'exécution sommaire contre des personnes détenues par le gouvernement soudanais.
- la feuille de route de Khartoum qui ne se préoccupe pas des accords internationaux sur le traitement des détenus et les rapports crédibles qui affirment que les personnes arrêtées pour les attaques du 10 mai 2008 ne l'ont pas été selon les normes internationales. Jusqu'à maintenant, le Soudan n'a pas observé les normes internationales pour la libération des personnes contre qui ne pèsent aucune accusation, la divulgation de l'identité et des allées et venues de celles qui sont détenues par des agences internationales, ou d'autres normes internationales de traitement juste.
- les rapports sur des vérifications systématiques de porte en porte et à des contrôles ciblant des civils basés sur la perception de leur identité ethnique, sans lien avec des preuves de participation de ces gens aux attaques du 10 mai dernier, ce qui a pour résultat de créer un climat de terreur pour ceux qui appartiennent à ces groupes ethniques.
- c'est le premier incident d'une grande ampleur qui répand la violence du Darfour aux autres régions du Soudan et qui pourrait miner le difficile processus de paix.

- les tensions avec le pays voisin, le Tchad iront en s'aggravant à la suite des incidents du 10 mai, avec Khartoum qui accuse N'Djamena de complicité dans les attaques et le Tchad qui rétorque en fermant ses frontières.

Nous demandons au gouvernement canadien :

- de condamner immédiatement les attaques du 10 mai du Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM) et les représailles violentes du gouvernement du Soudan et de s'accroître ses engagements à une résolution pacifique de la crise par toutes les parties.
- d'exiger que Khartoum respecte le droit international concernant le traitement des détenues et des personnes accusées de crimes. Cela inclut, sans s'y limiter, la divulgation internationale de l'identité et des allées et venues de détenus, l'interdiction des forces de sécurité d'utiliser la torture, la libération immédiate des personnes contre qui ne pèsent aucune accusation et un procès juste pour tous les accusés.
- d'accroître ses efforts avec la communauté internationale pour que la mission des Nations Unies et de l'Union africaine pour le maintien de la paix au Darfour (MINUAD), plusieurs fois retardée, soit déployée complètement dès que possible. Les mouvements des rebelles du Darfour à Khartoum auraient probablement été repérés et la violence évitée si la MINUAD avait pu profiter de la reconnaissance aérienne et d'autres engagements.
- d'accroître ses efforts pour appuyer le processus de paix au Darfour et faire baisser la tension entre les gouvernement tchadien et soudanais.

Des centaines de Darfouriens au Canada sont profondément affectés par des nouvelles provenant d'êtres chers au Soudan, qui témoignent d'un climat de terreur qui se répand, de la violence contre des civils sans arme, et du statut inconnu de membres de leur famille et d'amis qu'ils croient détenus. La crise du Darfour n'est pas seulement un problème des Affaires étrangères — C'est la préoccupation de beaucoup de gens au pays.

Signée :

Tara Tavender, Directeur général Darfour , une coalition nationale de sensibilisation et d'action
Tél. : 514 935-8806 Courriel : Tara@SDCanada.org Adresse postale : C. P. 56094, Montréal (Québec) H3Z 3G3

Ishmael Adam, président de Darfur Association of Canada, un réseau national de Darfouriens vivant au Canada et membre exécutif de Sauvons le Darfour Canada
Courriel : ishmaela@yahoo.com

Pour des informations supplémentaires sur le mouvement canadien de défense du Darfour et la coalition Sauvons le Darfour Canada, consultez : www.SDCanada.org.

Sur les réactions des ONG internationales et de l'ONU aux attaques rebelles du 10 mai et des actes de représailles du gouvernement soudanais :

Human Rights Watch : [Mass Arrests After Rebel Attack Raise Concern](#)

Sudan Organization Against Torture: [Mass Arrests and Reports of Torture in Khartoum Following JEM Attacks](#)

Aegis Trust : [Darfuri civilians, including women, shot in Khartoum according to locals](#)

Conseil de sécurité des Nations Unies : [Le Conseil de sécurité condamne les attaques du Mouvement pour la justice et l'égalité contre le gouvernement soudanais](#)